

LRD

Valoriser la biodiversité agricole

La Terre est comme un avion dont les boulons qui solidarisent les différentes pièces sont les espèces* de plantes et d'animaux. Perdre un ou deux boulons n'affecte pas son vol, mais s'ils cèdent les uns après les autres, la suite est facile à imaginer. Pour reprendre l'analogie de l'écologue états-unien Paul Ehrlich, les boulons qui tiennent la production agricole en équilibre dans le monde sont en train de sauter à vive allure. Le taux de disparition des races animales et des variétés* végétales utiles à l'agriculture est alarmant : 75 % de la diversité des espèces et des variétés ont disparu des champs au XX^e siècle. La production agricole se concentre désormais sur trente espèces végétales et quinze espèces animales très uniformes.

Entretenir et faire revenir la biodiversité dans les campagnes est une question de survie. Les populations du Sud qui utilisent des variétés à foison savent bien que ne planter qu'une variété de mil ou de haricot revient à mettre tous les œufs dans le même panier : toute la production peut alors succomber à n'importe quel aléa. La biodiversité est aussi une garantie face à l'avenir. S'adapter aux changements climatiques ou se protéger contre de nouvelles maladies sera impossible sans le réservoir de potentialités que représente la diversité des formes de vie.

Aujourd'hui, conserver et réanimer la biodiversité ne consiste plus à dépêcher des expéditions dans le monde pour collecter des échantillons de plantes et des spécimens d'animaux puis les placer dans des conservatoires comme dans les années 1970. Cet objectif passe désormais par la cohabitation des différentes formes d'agriculture sur terre. Un défi culturel et politique.

Le défi culturel

Pour l'agriculture industrielle, qui domine depuis 60 ans, la meilleure variété est celle qui produit le plus, peu importe qu'il faille l'abreuver d'engrais et de pesticides pour qu'elle exprime son potentiel génétique. Pour la majorité des paysans de la planète, qui pratiquent l'agriculture de subsistance, en revanche, la meilleure variété est celle qui s'adapte le mieux aux spécificités du lieu et nécessite le moins de soins. Loin d'être « arriérés » ou rétifs au

progrès, ces 1,5 milliard de paysans appliquent des stratégies sophistiquées qui tirent profit de la biodiversité.

La première partie de ce dossier montre la richesse et la vitalité de ces pratiques.

Henk Hobbelen évoque la vigueur des mouvements paysans africains, américains et asiatiques qui réutilisent des milliers de variétés que la Révolution verte* a écarté, élaborant ainsi leurs propres systèmes de sélection variétale*. Carine Vatturi-Pionetti décrit le savoir-faire minutieux et systématique d'agricultrices du sud de l'Inde qui trient, gardent, échangent et mélangent leurs semences. Le compte rendu d'une étude sur l'effet des guerres sur la disponibilité des semences révèle que les structures qui assurent la production et la circulation des semences en Afrique sont bien plus robustes que ne l'imaginent les organisations humanitaires et explique pourquoi les distributions de semences importées peuvent être nuisibles. Ilse Köhler-Rollefson donne un aperçu de la richesse des habitudes des peuples pasteurs qui élèvent une myriade de races animales sous toutes les latitudes et types d'écosystèmes. Ces exemples illustrent au passage l'intensité de la relation qui relie les diversités biologique et culturelle.

Après avoir touché le fond en Suisse et en France, la diversité des céréales et du pain, deux symboles alimentaires, est le véhicule d'un renouveau de la vie dans les champs et les fours des paysans-boulangers. En Belgique, d'anciennes variétés de fruits réapparaissent sur les catalogues des pépiniéristes.

Le défi politique

Promouvoir la biodiversité passe par la mise en place de politiques publiques qui la favorisent ou qui, du moins, tolèrent sa présence. En Suisse, Geert Kleijer raconte comment, à la faveur de la réorientation de la politique agricole et d'un plan national, la biodiversité fait un retour – certes timide – dans les champs. En France, en revanche, l'Etat entrave fortement l'activité des agriculteurs biologiques qui ont le plus besoin de variétés adaptées aux différents terroirs, et celle des



agriculteurs qui veulent ressemer une partie de leur récolte. En attendant de faire évoluer la législation, le mouvement Semences paysannes réapprend aux paysans à sélectionner leurs propres variétés.

Mais ce sont les organismes génétiquement modifiés (OGM) qui représentent la menace la plus inquiétante sur la biodiversité et rendent urgente la modification des politiques publiques. D'abord parce qu'ils permettent l'appropriation du capital génétique. Et comme le signale Hope Shand, le brevet n'est plus le seul instrument de mainmise des multinationales sur les semences. De nouvelles pratiques telle la stérilisation des semences sont à l'œuvre. Et alors que les OGM contaminent les champs non-OGM, l'Union européenne interdit à des milliers d'élus locaux en Europe de déclarer leurs territoires sans OGM par peur de s'opposer aux règles de l'Organisation mondiale du commerce.

En France, un collectif demande l'organisation d'une conférence de consensus, modalité de délibération qui inclut des citoyens « ordinaires ». L'idée est séduisante. Elle ne sera bonne qu'à condition de ne pas présenter les OGM comme une fatalité qu'il faut gérer. En réalité, ils ne sont qu'une manière de produire de la nourriture, pour l'heure incompatible avec les autres formes d'agriculture, dont certaines sont autrement plus intéressantes et font leur preuve depuis des millénaires. ■

